

## La reine devrait faire entendre sa parole

### L'invité

Pr Dusan Sidjanski \*



La campagne référendaire n'est pas un modèle de démocratie. Elle présage un avenir incertain sous le leadership de Boris Johnson et Nigel Farage, patron de l'UKIP. Le duo promet souveraineté et libre-échange dans un monde global, prospérité pour les Britanniques. Le leader le plus «crédible» parcourt le pays dans son *campaign bus* rouge avec l'annonce «*We send the EU £350 millions a week, let's fund our NHS instead*». Or ces chiffres ne tiennent pas compte des réductions obtenues par Lady Thatcher et les contributions des fonds agricoles, de la recherche et des fonds structurels de l'UE. Depuis quand une campagne permet-elle d'afficher des chiffres manipulés? Le pic est atteint lorsque Boris Johnson affirme que le modèle de l'Union serait l'Europe de Napoléon ou, pire, l'Europe de Hitler. Pourrait-on imaginer un référendum pour sortir ou rester dans l'Europe de Napoléon ou de Hitler? Cette comparaison jette le discrédit sur l'ancien élève d'Eton et Oxford qui nourrit l'ambition de prendre la place de son camarade d'études David Cameron. Mais l'assassinat d'une jeune députée augure mal de la démocratie britannique.

Des projections du Trésor britannique, de la Bank of England et de divers instituts de recherche donnent 1 à 3% voire 4 ou 5% de recul du PNB par habitant. La perte de l'accès direct au marché unique de 500 millions de consommateurs imposerait, en cas de Brexit, de longues négociations. Quelle serait la réaction des capitaux extérieurs investis dans l'industrie britannique et

notamment dans l'industrie automobile mais aussi le secteur florissant des services, qui bénéficient du plus grand et du plus riche marché du monde? Allons-nous assister à des transferts d'unités, des fuites de cerveaux et de nombreux Européens qui contribuent à la prospérité du Royaume-Uni? Quel serait l'impact sur la City de Londres, sur le réseau qui l'entoure?

Le Brexit aurait d'immenses conséquences politiques, en commençant par le nouveau référendum d'indépendance de l'Ecosse, suivi par celui de l'Irlande du Nord... Pire, la paix acquise dans cette région par l'appartenance à l'UE risque d'être compromise par le retour des frontières et la résurgence de conflits. La Grande-Bretagne pourrait devenir une petite Angleterre. Son influence dans le monde déclinerait sans appel. Le partenariat privilégié avec les Etats-Unis déjà affaibli en souffrirait davantage et le Royaume-Uni éclaté perdrait de son influence dans le monde.

David Cameron a averti ses concitoyens: le Brexit est une voie sans retour. Si un jour retour il y avait, ce serait à des conditions dures: point de réduction Thatcher et appartenance pleine à Schengen et à l'euro. Face à ces risques, je me demande si la reine d'Angleterre tant respectée et écoutée ne devrait faire entendre sa parole afin de ne pas assister au démembrement du Royaume-Uni sous son règne. Mon dernier espoir est que les Anglais, connus pour leur pragmatisme, ne voteront pas pour les mythes du passé mais choisiront l'avenir européen contre l'isolement souverain.

\* Conseiller spécial du président de la Commission européenne (2004-2014), fondateur du Département de science politique de l'UNIGE et président d'honneur du Centre européen de la culture